

## **Motion des 80 enseignants, AESH, ATSEM, agents territoriaux, salarié des transports, parents d'élève réunis avec les syndicats FO de l'enseignement et des territoriaux le 24 avril en visio**

### **Sans les mesures de protections efficaces (tests systématiques, masques FFP2), pas de reprise !**

Malgré le refus majoritaire des personnels de l'Education Nationale, des personnels des collectivités territoriales et des parents d'élève (62% selon le sondage ODOXA/Le Figaro du 23 avril) contre la décision gouvernementale de rouvrir les écoles et établissements scolaires le 11 mai, le ministre s'obstine dans sa stratégie irresponsable et incohérente.

Cette décision est également contestée par le président de l'ordre des médecins.

De nombreux maires ont d'ores et déjà indiqué qu'ils refusent l'ouverture des écoles dans leur commune comme à Montpellier, Tulle,...

Devant la mobilisation, le gouvernement a été contraint de rétro pédaler en indiquant le volontariat des familles ou le retour échelonné des élèves par tranche d'âge. Mais ceci ne répond pas à nos revendications.

Nous estimons que la reprise des cours n'est prononcée que pour permettre aux parents de retourner au travail contre l'intérêt, la santé et la sécurité des élèves et des personnels.

Aucune réponse aux demandes de dépistages systématiques, aux livraisons de masques FFP2 et autres matériels de protections n'est apportée.

Les gestes barrières et la distanciation sociale est impossible à réaliser que ce soit dans les classes, à la cantine, à la garderie, dans les transports.

Pour les enseignants, la scolarisation des élèves sur la base du volontariat n'est pas acceptable. Nous refusons de faire, à la fois, le travail en présentiel et à distance.

Nous, enseignants, AESH, ATSEM, agents territoriaux, parents d'élève ne voulons pas mettre notre santé, notre vie ainsi que celle de nos enfants, de nos familles et de nos proches en danger. Nous ne voulons pas être responsables de la propagation du virus et être acteurs de la seconde vague.

L'urgence est donc de tout mettre en œuvre pour contenir l'épidémie et diminuer sa propagation. Cela passe par la mise en œuvre du dépistage systématique et par la fourniture de masques FFP2 en nombre suffisant.

C'est pourquoi nous revendiquons que tous les personnels travaillant dans les écoles et les établissements ainsi que tous les élèves bénéficient du dépistage systématique et de tous les moyens de protections efficaces (masque FFP2, gants, gel,...) comme préalable à la reprise d'activité.

En ce sens, nous appelons à signer et faire signer massivement la pétition départementale unitaire FO, FSU, UNSA, CGT, SUD et FCPE pour le dépistage systématique des élèves et des personnels de l'Education Nationale de Haute Loire. Nous appelons à signer également la pétition nationale initiée par la FNEC FP FO.

Nous revendiquons la création de postes d'enseignants pour diminuer le nombre d'élèves par classe ainsi que la création de postes de médecins et infirmières scolaires et de prévention.

Nous nous adressons également aux maires et aux élus du conseil départemental afin qu'ils prennent position contre l'ouverture des écoles et établissements le 11 mai.

Comment faire une rentrée dans ces conditions et en si peu de temps ? Cette décision est précipitée, il faut prendre le temps nécessaires pour que toutes les conditions sanitaires soient réunies (tests et masques)

Nous n'avons pas assez de recul sur le virus et aucune garantie sur la protection de la santé des personnels et des élèves pour reprendre les cours.

### **Dans ces conditions, la rentrée le 11 mai est inacceptable !**

Nous proposons de nous réunir à nouveau dans les prochains jours afin de faire le point sur la situation et de décider des initiatives pour faire reculer le gouvernement s'il persistait dans cette voie.

A l'unanimité moins un vote contre